

Conférence internationale de l'AFD sur le développement - 12^{ème} édition
1^{er} - 2 décembre 2016 à PARIS

Communs et Développement

Axe 3. Comment caractériser les communs en termes d'interactions avec les sphères publique, marchande et politique ?

Titre de l'intervention

Infrastructures de Stockage Agricole dans la zone soudano-sahélienne du Cameroun : conditions de gouvernance d'un bien commun pour la sécurisation alimentaire

Acronyme : ISAC¹

Auteurs :

FOFIRI NZOSSIE Eric Joël (Ph.D), Enseignant-Chercheur de géographie, Université de Ngaoundéré (Cameroun), BP 454, Courriel : fofiri_eric@yahoo.fr / Tél : +237 677 53 81 14 (Auteur correspondant)

TEMPLE Ludovic (Hdr), Chercheur en Economie de l'Innovation, CIRAD - UMR Innovation, TAC 85/15, 73 rue JF Breton, 34398 Montpellier (France), Courriel: ludovic.temple@cirad.fr / Tél : 04 67 61 44 45 - fax : 04 67 61 44 15

NDAME Joseph-Pierre (Maître de Conférences), Enseignant-Chercheur de géographie, Université de Ngaoundéré (Cameroun), BP 454, Courriel : ndamejoseph@yahoo.fr / Tél : +237 677 64 53 85

Résumé

Le risque d'insécurité alimentaire dans la zone soudano-sahélienne du Cameroun polarise l'action publique autour de l'enjeu de sécurisation alimentaire (Touzard et Temple, 2012). Il implique des acteurs dont l'action fait de la promotion du stockage collectif un modèle de régulation du marché céréalier. L'infrastructure de stockage et les systèmes d'informations et de connaissances liés acquièrent ainsi la qualité de ressource commune au sens d'Ostrom (1990). Elle est soumise à des règles de gestion opérationnelles parfois contradictoires, et porteuse du germe de l'échec des politiques d'aide au développement (Iyebi Mandjeck, 2013), vulnérable aux dégradations et aux vellétés d'appropriation individuelle (Hess, 2011). Cette communication analyse la pertinence des trajectoires d'innovations au regard de leur impact relatif sur la saisonnalité de l'offre céréalière et l'instabilité des prix (Meuriot et al. 2011). La méthodologie mobilise des données secondaires des institutions/organismes travaillant sur le stockage, et le suivi des prix sur les marchés (INS), et complétées par une enquête auprès des OP. Les résultats montrent que les trajectoires d'innovation autour du stockage collectif sont structurées par le financement des infrastructures, des stocks de sécurité et l'appui à la gestion, et restent cependant faiblement porteuses d'accroissement durable des disponibilités et d'impacts sur l'instabilité des prix.

Mots clés : Gouvernance, stockage, innovations, Sécurisation alimentaire, Soudano-sahélien, Cameroun.

¹ Infrastructures Stockage Agriculture Cameroun (ISAC)

Introduction

La zone soudano-sahélienne du Cameroun s'étend de la cuvette de la Bénoué (9°N) jusqu'aux rives actuelles du lac Tchad (13° N), et couvre les régions administratives du Nord et de l'Extrême-Nord. Elle connaît trois évolutions majeures récentes. La première concerne l'accentuation des effets du changement climatique qui se traduit par une forte instabilité des saisons (Wakponou, 2010) et en corollaire, un assèchement prononcé du milieu qui précarise l'activité agricole et les disponibilités alimentaires. La deuxième évolution est l'accélération de la croissance démographique. Suivant les statistiques du BUCREP² (2010), la population a été multipliée par 3 entre 1976 et 2015, passant de 1 873 900 à 6 356 000 habitants³. La troisième évolution est le contexte d'insécurité transfrontalière en relation ces deux dernières années avec les vellétés expansionnistes de Boko Haram, dont les exactions impactent la stabilité sociale et politique. Ces évolutions posent de nouveaux défis pour l'agriculture soudano-sahélienne en même temps qu'elles accentuent la pression sur les disponibilités et l'accessibilité des ressources alimentaires locales.

Les données de base sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité des populations en 2011 (PAM, 2011) montrent que 72 % de ménages de la zone soudano-sahélienne optaient pour la consommation des aliments à bas prix, 44,8 % avaient réduit la quantité de nourriture consommée et 33 % diminué le nombre de repas journaliers. En 2014, le taux de pauvreté était de 74,3 % dans la région de l'Extrême-Nord et 67,9 % dans le Nord, contre 37,5 % au niveau national (INS, 2015). Les données publiées en 2015 par le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) mettent en évidence la dégradation de la situation alimentaire, et des prévisions de production à la baisse principalement dans l'Extrême-Nord. Les deux régions administratives susmentionnées affichent des taux de malnutrition les plus élevés du pays. Le taux de malnutrition aiguë globale des enfants de moins de cinq ans était de 8 % en moyenne en fin 2010, alors que les taux de malnutrition chronique sont restés à un niveau critique, en moyenne de 40 % dans ces deux régions qui sont prioritaires pour les interventions publiques (PAM, 2008 et 2011). Les indicateurs de mesure de la sécurité alimentaire disponibles pour cette zone (Coates, 2013 ; Maxwelle D., Vaitla B., Coates J., 2014), sont révélateurs de cette précarité alimentaire.

Cette propension historique à la précarité polarise l'action publique nationale et internationale sur l'objectif de régulation du marché. Après les mesures obligatoires de création de stocks alimentaires instituées par l'administration coloniale (Bouraima, 2012), l'objectif de régulation politique et marchande « *full market economy* » a pris au lendemain de l'indépendance diverses formes de gouvernance : restriction des exportations des céréales, soutien à la constitution volontaire des stocks villageois de sécurité, mise en place des projets étatiques de contrôle du marché (Uzunidis et Laperche, 2011). Cependant,

² Bureau central des recensements et des études de population

³ Cette croissance est alimentée ces dix dernières années par les flux de migrations des populations en provenance de la République centrafricaine, du Tchad et plus récemment du Nigeria. En une dizaine d'années, la zone soudano-sahélienne a accueilli environ 100 000 réfugiés selon les estimations du HCR.

comme dans la plupart des pays concernés (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Ghana, Benin, Togo...), les volumes de céréales mobilisés sont trop faibles pour peser véritablement sur les prix de marché (Valluis, 2013). Un deuxième objectif complémentaire est polarisé par les interventions humanitaires en réponse aux situations de crises naturelles (sécheresse/inondations), sociopolitiques et sécuritaires ponctuelles. Toutefois, l'opacité dans la mise en œuvre de ces interventions ne permet pas de qualifier leur efficacité sur la diminution du risque d'insécurité alimentaire.

Cependant, c'est de la saisonnalité du marché céréalier dans cette zone qu'apparaissent pour partie les situations d'insécurité alimentaire, dont l'un des indicateurs majeurs est l'instabilité des prix (Ninnin-Massenet, Ribier, 1998). Or pour certains auteurs (Galthier, 2012 ; Daviron, 2012) le stockage peut être appréhendé comme moyen de réguler l'approvisionnement des marchés en Afrique subsaharienne. La flambée des prix alimentaires dans le monde s'expliquerait pour partie par l'absence de coordination suffisante des politiques de stockage à diverses échelles.

Dans la zone soudano-sahélienne du Cameroun, les politiques publiques sur la régulation politique et marchande sont marquées ces quinze dernières années par la résurgence du stockage collectif, qui fait émerger un ensemble d'approches techniques et organisationnelles pour sécuriser durablement l'offre alimentaire. Cette sécurisation implique de multiples intervenants dont les démarches s'imbriquent à diverses échelles territoriales (village, ville, région). Comme finalité, il est question de renforcer la capacité d'anticipation, d'adaptation, de réaction, de manière durable et plus autonome. Pour y parvenir, elle fait le pari de mobiliser des ressources supplémentaires tout en levant certains verrous technologiques, sociétaux et politiques inhibant les initiatives.

Cette communication pose le problème de l'efficacité des politiques d'innovation pour sécuriser durablement l'offre céréalière. Elle interroge les conditions de mutualisation des politiques qui structurent les trajectoires d'innovation, ainsi que des résultats de la diversité d'acteurs. La mutualisation est entendue comme toute action consensuelle de partage et de mise en commun des visions et des ressources pour optimiser les capacités de développement des bénéficiaires et accroître les disponibilités alimentaires ou réduire les instabilités de prix. La question de recherche posée est donc de savoir si les politiques d'innovation de sécurisation alimentaire stabilisent de manière durable l'offre alimentaire pour répondre à une demande croissante en zone soudano-sahélienne. L'objectif est d'analyser la pertinence de ces politiques au regard de leur impact relatif sur la saisonnalité de l'offre et l'instabilité des prix (Meuriot et *al.* 2011).

Cadres théoriques mobilisés

L'étude s'appuie sur la théorie des réseaux qui permet d'analyser les dynamiques spatiales dans la mise en œuvre des politiques publiques de sécurisation alimentaires. Elle pose la question des échelles spatiales d'intervention et de leur emboîtement (Bailly, 1994).

Comprendre l'articulation entre ces deux dimensions (spatiale et acteurs) implique de saisir les jeux d'acteurs, mais également les mécanismes de gouvernance de l'espace soudano-sahélien, en tant qu'espace d'enjeux multiples. Cette compréhension nécessite à un second niveau une lecture de la gouvernance institutionnelle et de sa cohérence qui accompagne le fonctionnement dudit espace. La sécurisation alimentaire est un domaine où s'expérimentent depuis le Sommet Mondial sur l'Alimentation (1996), diverses formes de gouvernance à toutes les échelles territoriales⁴. La théorie de la gouvernance institutionnelle permet d'explicitier le rôle des acteurs.

Démarche méthodologique

La méthodologie mobilise principalement des données secondaires auprès des institutions et organismes qui produisent de l'information sur le stockage (SODECOTON, PAM, Office céréalier, Ministère de l'agriculture, ONG), et le suivi des prix sur les marchés réalisé par l'Institut National de la Statistique (INS). Des informations complémentaires concernant les ONG ont été obtenues sur leur site internet. Des entretiens ont été menés avec les acteurs-clés des institutions et organismes identifiés pour appréhender leurs logiques, démarches et contraintes de mise en œuvre, l'échelle territoriale d'intervention, le financement des activités.

Un diagnostic a été réalisé auprès d'une centaine d'organisations de producteurs (OP) bénéficiaires des appuis (ONG, projets et programmes étatiques) choisies au hasard à partir des répertoires des porteurs de projets publics et privés. Les échanges dans le cadre des groupes de discussion ont porté sur leur participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, sur le système de stockage collectif, la gestion collective des infrastructures, l'impact de ces interventions sur la régularité intra annuelle de l'offre. Les données obtenues, pour l'essentiel qualitatives, ont fait l'objet d'analyse de contenu.

Résultats

1. Une convergence des démarches d'intervention malgré la diversité des acteurs

La zone soudano-sahélienne est devenue un espace d'enjeux multiples (démographique, environnemental, sécuritaire, alimentaire) où se déploient et se succèdent, agences de développement et projets/programmes à financements publics internationaux. Le risque d'insécurité alimentaire marqué par la saisonnalité intra et inter annuelle de l'offre et conséquemment l'instabilité des prix sur les marchés domestiques, constitue le creuset de ces enjeux. Un vecteur de régulation de cette saisonnalité est polarisé par le besoin d'amélioration des pratiques de stockage paysan jugées inappropriées. Le diagnostic des acteurs de développement identifiés montre une convergence dans les démarches d'intervention structurées par trois domaines (le financement de la construction des

⁴ Suite à la crise alimentaire de 2008 qui a affecté plusieurs villes africaines, le débat sur la création des stocks nationaux et régionaux de sécurité a été marqué par des controverses. Voir le débat au sein de l'OMC sur le cas de l'Inde, voir la réactivation au sein de l'UEMOA de la politique de création des stocks régionaux de sécurité alimentaire.

infrastructures, le financement de la constitution des stocks et l'appui à leur gestion par la formation des comités mis en place). Le choix d'un ou plusieurs domaines dépend du statut de l'organisme, de sa capacité financière tributaire de la source de financement, de l'échelle territoriale d'intervention. Ces trois domaines constituent le socle du système de stockage collectif promu par une vingtaine d'acteurs (*Cf. Tableau 1 et 2*). La promotion de ce système mobilise trois arguments forts :

- Il permet l'auto gouvernance des stocks de récoltes par les agriculteurs jusqu'à la période de soudure, dans un environnement où prédominent les ventes précoces des récoltes ;
- Il permet aux agriculteurs de créer des pools de ventes groupées en limitant l'action des intermédiaires ;
- Il offre la possibilité d'un traitement collectif des grains et à coût réduit.

La promotion de ce système constitue de nos jours la pierre angulaire de la politique de sécurisation alimentaire en zone soudano-sahélienne du Cameroun, mais également de l'Afrique « sèche »⁵. Elle confère à l'infrastructure de stockage et aux systèmes d'informations et de connaissances liés, la qualité de ressource commune au sens d'Ostrom (1990). Cette ressource est gérée par des communautés ou des réseaux restreints, sur la base des normes *ad hoc* élaborées suivant des logiques parfois exogènes. L'infrastructure de stockage collectif acquiert ainsi la qualité de « ressource commune » diversement appréciée, soumise à des règles de gestion opérationnelles parfois contradictoires, exposée à des visions dichotomiques quant à sa finalité entre utilisateurs/bénéficiaires directs que sont les organisations de producteurs, les communautés rurales, les entreprises et promotrices. Elle est porteuse dans ce manque de mise en cohérence, du germe de l'échec des politiques d'aide au développement (Iyebi Mandjeck, 2013), et, selon la formulation de Hess (2011), en tant que ressource commune partagée par un groupe de personnes, elle est vulnérable aux dégradations et à aux velléités d'appropriation individuelle. L'objectif de promotion d'un système collectif au détriment des pratiques individuelles de stockage s'en trouve ainsi fortement compromis, voire questionné.

Au-delà de cette convergence soulignée plus haut, la pluralité d'intervenants pose le problème de l'harmonisation des critères de choix des bénéficiaires locaux, dans une perspective d'efficacité des efforts et des ressources mobilisées. Il s'ensuit des modalités de traitement disparates au sein d'une même communauté bénéficiaire de plusieurs infrastructures. Par cette pluralité, la sécurisation alimentaire « apparaît fondamentalement comme une arène où se ré-agencent, en permanence, les rapports entre les acteurs. Il s'y exprime des concurrences, du fait de représentations et de logiques, de valeurs et d'intérêts, d'opportunités et de compétences non convergents (Janin, 2005).

⁵ La crise alimentaire de 2008 a réactivé le besoin de définir au sein des organisations régionales d'Afrique de l'Ouest (UEMOA, CEDEAO) une politique harmonisée de mise en place et de coordination des stocks de sécurité alimentaire.

Tableau 1 : Les principaux acteurs privés de promotion du stockage collectif où ?(2016)

| N° | Intervenant | Statut/Date | Zone d'intervention | Observations/contraintes |
|-----------|---|-----------------------------------|----------------------------|---|
| 1 | DPGT | Projet SODECOTON (1996 à 2002) | Zones cotonnières | Projet à durée déterminée (7 ans) |
| 2 | CDD | Mission catholique | Zone soudano-sahélienne | - Intervention ponctuelle selon opportunités de financements extérieurs - Problème pérennisation actions |
| 3 | Confédération nationale de producteurs de coton du Cameroun (CNPCC) | Structure faîtière | Zones cotonnières | Financements restreints aux seuls producteurs de coton |
| 4 | Réseau de Lutte contre la Faim au Cameroun (RELUFA) | Réseau | Nord-Cameroun | - Intervention ponctuelle selon opportunités de financements extérieurs - Problème pérennisation actions |
| 5 | SOS SAHEL France | ONG Internationale | Nord-Cameroun | |
| 6 | Service d'Appui aux Initiatives locales décentralisées (SAILD) | ONG Nationale | Nord-Cameroun | |
| 7 | Coopération technique Neerlandaise (SNV) | ONG | Nord-Cameroun | |
| 8 | Coopération technique allemande (GIZ) | ONG | Nord-Cameroun | |
| 9 | Plan Cameroun | ONG | Nord-Cameroun | |
| 10 | The Lutheran World Federation (LWF) | ONG | Nord-Cameroun | |

Sources : Synthèse des auteurs (Septembre 2016)

Tableau 2 : Les acteurs publics nationaux et internationaux impliqués dans la promotion du stockage collectif (2016)

| N° | Intervenant | Statut/date/ Source financement | Domaine d'intervention | Zone d'intervention | Réalisations |
|----|---|---|--|--|---|
| 1 | Office Céréaliier du Cameroun | Organisme public national (depuis 1975) PPTE/IADM (*) | - Objectif de maitrise du marché céréaliier d'au moins 10% /an - Promotion stockage communautaire | Nord-Cameroun depuis 1975 / Sud-Cameroun depuis 2012 | 44 magasins (capacité 47 720t) et stock réel inférieur à 15 000t |
| 2 | Programme Alimentaire Mondial (PAM) | Nations Unies Depuis 2008 | - Construction greniers villageois - Financement stocks céréales - Formation comités gestion | Nord-Cameroun | - 700 greniers villageois depuis 2008 (50 par an) - Financement de stocks (4-20 t/groupe) - Formation Comités gestion |
| 3 | PREPAFEN | Projet étatique (1999-2009) BAD | - Construction magasins communautaires - Financement stocks - Formation des groupements de gestion | Province de l'Extrême-Nord | 25 magasins communautaires |
| 4 | PARFAR | Projet étatique (2001-2007) BAD | - Construction magasins communautaires - Formation des comités de gestion des stocks. | Nord-Cameroun | 69 magasins communautaires Formation 69 Comités villageois Gestion |
| 5 | Programme national de développement participatif (PNDP) | Projet étatique (depuis 2004) Banque mondiale | - Construction des infrastructures de stockage - Formation comités gestion | Nord-Cameroun | Cinquantaine de magasins |

| | | | | | |
|---|---------------------------------|--|---|-------------------------------|---|
| 6 | PNDRT | Projet étatique (2007-2013) FIDA | - Construction magasins stockage - Formation comités gestion | Région administrative du Nord | Vingtaine de magasins |
| 7 | Ambassade Etats-Unis d'Amérique | Représentation diplomatique | - Construction magasins communautaires | Nord-Cameroun | Dizaine de magasins |
| 8 | Ambassade Japon | Représentation diplomatique | - Construction magasins communautaires et publics | Nord-Cameroun | Financement de construction de plusieurs magasins à travers l'Etat et ONG locales |

(*) : PPTE (Initiative Pays Pauvre Très Endetté) / IADM (initiative pour l'Allègement de la Dette Multilatérale)

Sources : Synthèse des auteurs (Septembre 2016)

2. Une démultiplication spatiale contre-productive des infrastructures de stockage

La sécheresse de la période 1970-1980 et ses conséquences sur la sécurité alimentaire ont fait émerger plusieurs projets pour redynamiser le stockage collectif (DPGT, CDD, PAR-GTZ, SAILD). L'action des intervenants s'inscrit potentiellement dans le cadre d'un Système sectoriel d'innovation (SSI) (Malerba, 2005) dans une approche dont l'analyse repose sur les dispositifs mettant en système différentes ressources structurantes de l'innovation. Un SSI est composé dans la littérature d'un ensemble d'agents hétérogènes ayant des interactions marchandes et non marchandes pour générer, adopter et utiliser de nouvelles technologies et pour créer, produire et utiliser des produits nouveaux spécifiés par un secteur désigné comme celui des « produits sectoriels ».

Les agents bénéficient d'un apprentissage et ont des compétences et comportements qui sont spécifiques au secteur. Ils interagissent à travers des actions de communication, de coopération, de compétition ou de coopétition. Ces interactions sont façonnées par un ensemble d'institutions. La sécurisation alimentaire pourrait ainsi dans le contexte de la zone soudano-sahélienne structurer l'existence d'un SSI spécifique. Ce dernier reposant sur des interactions dédiées du ministère de l'agriculture qui incarne la responsabilité régalienne de sécurité alimentaire, les organismes, projets et programmes étatiques, les Institutions internationales, les ONG, les Associations de développement local et les entreprises agro-alimentaires présentes dans la transformation des céréales importées ou locales.

La cartographie des infrastructures de stockage communautaire financées par les porteurs de projets ces vingt dernières années, interroge la performance et l'efficacité des trajectoires d'interventions adoptées pour innover dans la réduction durable de la saisonnalité de l'offre alimentaire sur les marchés urbains, sans générer des externalités négatives comme une compétition ou une concurrence trop forte entre intervenants. Cette interrogation tient surtout de la démultiplication des infrastructures tant au niveau régional que local, qui contraste avec leur appropriation relative par les bénéficiaires révélée par le diagnostic auprès des organisations de producteurs. En une vingtaine d'années, l'appui des intervenants publics (PAM, Projets/Programmes publics, Office céréalière) a permis la construction d'un millier de magasins dans les trois régions qui forment la partie septentrionale du Cameroun (Adamaoua, Nord et Extrême-Nord). Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) réalise un investissement spécifique depuis 2008 dans le cadre du Programme pays pour le Cameroun, prévoyant la construction annuelle de 50 magasins de stockage, le financement de stocks céréaliers de 4 à 20 tonnes et la formation des comités de gestion (*Cf. Figure ci-dessous*).

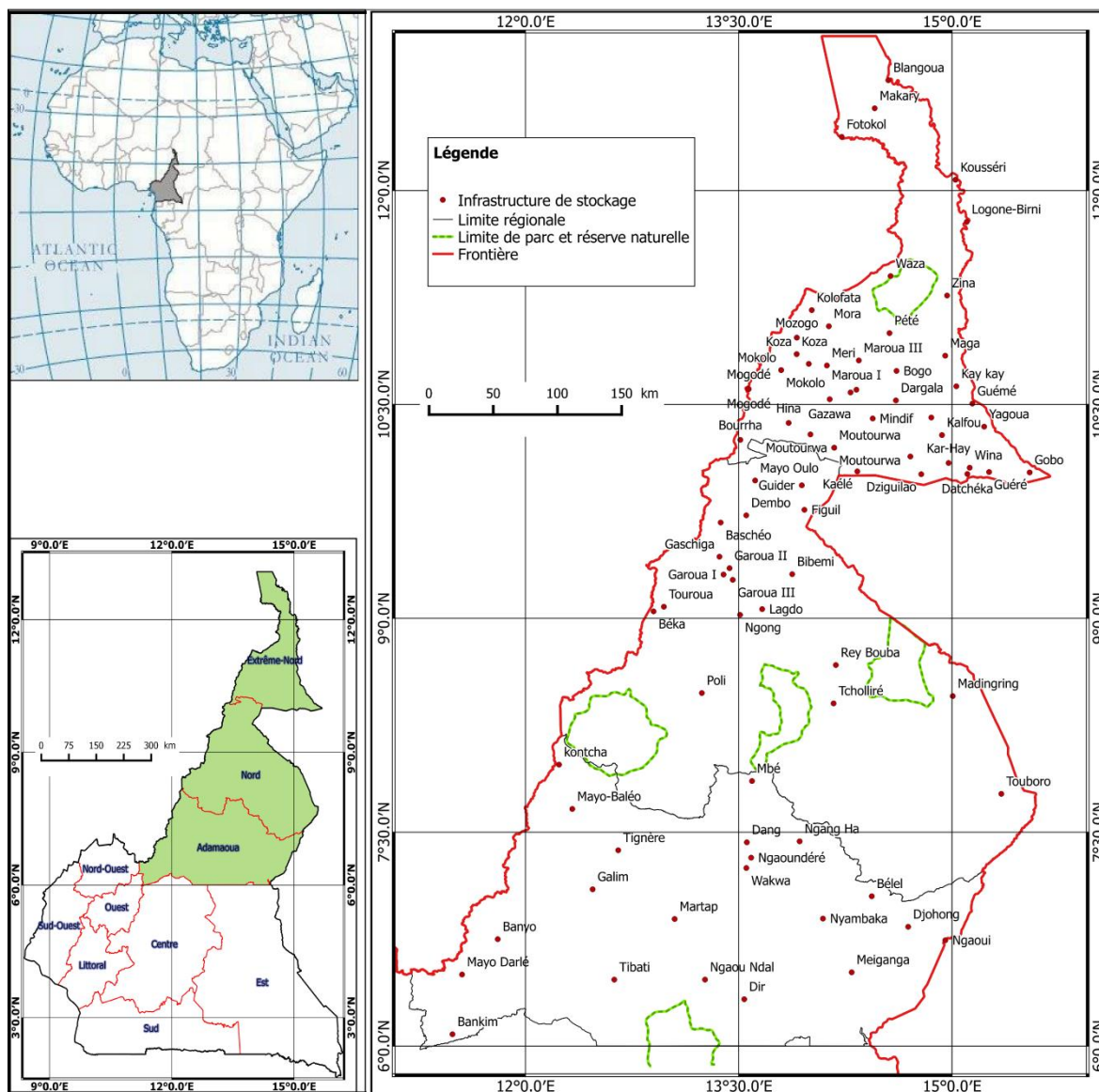


Figure : Distribution spatiale des infrastructures de stockage financées par le PAM en zone soudano-sahélienne du Cameroun (2008-2014)

Par ailleurs, depuis la décennie 1990, la structuration de l'ensemble des projets/programmes agricoles financés par la coopération bilatérale et multilatérale intègre systématiquement un volet de construction des infrastructures de stockage et de promotion du stockage collectif. Entre 1998 et 2015, des projets et programmes exécutés dans la région (PREPAFEN, PARFAR, PNDP et PNDRT) ont financé la construction de plus de 200 infrastructures de stockage à usage collectif et accompagné la mise en place ainsi que la formation des comités de gestion desdites infrastructures.

Malgré l'opacité qui caractérise leurs interventions d'un point de vue statistique et informationnel, l'intervention des acteurs privés accentue remarquablement la prolifération des infrastructures, notamment dans l'Extrême-Nord, région la plus vulnérable aux aléas climatiques.

Le diagnostic des organisations de producteurs montre que le taux d'adoption des infrastructures collectives par les agriculteurs est inférieur à 40 %. Ce taux est expliqué par trois éléments. Le premier concerne les faibles quantités produites et qui dégagent peu d'excédents pour le stockage collectif, compte tenu de l'importance de l'autoconsommation. Les deux éléments d'explications suivants sont d'ordre sociologique, assez anodins certes, mais pertinents. En effet, les agriculteurs expriment un souci de discrétion concernant leurs performances agricoles (quantités récoltées) qui s'accommode mal avec le principe de mutualisation des récoltes pouvant susciter davantage de jalousie des tiers que d'admiration d'une part. Les agriculteurs dénoncent l'ingérence des autorités traditionnelles dans la gestion des infrastructures d'autre part et qui porte en soi le germe d'une mauvaise gouvernance. Deux situations se dégagent ainsi de ces trois explications :

- Les infrastructures fonctionnelles (moins de 30 % selon les enquêtés) sont celles ayant bénéficié à la fois des trois domaines d'intervention présentés plus haut (financement de la construction, financement des stocks, appui à la gestion). La gestion des stocks est ainsi assujettie aux normes du bailleur de fonds ;
- Les infrastructures abandonnées (60 %) sont celles ayant bénéficié du financement de la construction et de l'appui à la mise en place du comité (ou bureau) de gestion, la constitution des stocks devant provenir de la mobilisation des excédents des récoltes (2-20 sacs) (cas de nombreuses infrastructures réalisées par les acteurs privés et dans le cadre des projets/programmes étatiques).

Ainsi, l'absence de coopération entre les acteurs sur le terrain renseigne peu les intervenants sur l'état des lieux. La dissémination concurrentielle des infrastructures est davantage contre-productive que favorable à un accroissement des disponibilités alimentaires.

3. La gouvernance du système de stockage collectif entre enjeux permanents de sécurisation alimentaire et temporalité des interventions

L'explication du faible impact des trajectoires d'innovation tient pour partie des modalités de gouvernance de l'action collective et des incertitudes dans la mise en œuvre des politiques publiques de sécurisation alimentaire en zone soudano-sahélienne du Cameroun, particulièrement marquée par l'instabilité « politique » récente. La promotion du système de stockage collectif intègre peu l'analyse des stratégies de stockage paysan, voire communautaires. Celles-ci sont généralement référencées dans les politiques publiques comme inefficaces dans la sécurisation alimentaire. Et selon la perception paysanne, la démarche actuelle de promotion du stockage collectif semble ainsi sonner le glas du stockage paysan dont la multifonctionnalité est reconnue.

Face au renforcement de la précarité naturelle et humaine, la sécurisation alimentaire davantage posée comme un postulat, suscite des enjeux permanents qui interrogent l'efficacité de la temporalité (1-5 ans) et de l'échelle spatiale (village, terroir) des intervenants dans un contexte de faible coordination institutionnelle. Les informations

disponibles auprès des acteurs interrogés et des administrations sectorielles de l'agriculture, souffrent d'une absence de données sur le suivi post-intervention, permettant de qualifier le taux de pénétration des campagnes par les trajectoires d'innovation proposées sur le stockage collectif. Ce constat pose la question de la coordination institutionnelle de ce SSI, au regard du foisonnement des acteurs à diverses échelles.

L'activation d'une telle coordination permettrait de clarifier et d'harmoniser pour l'ensemble des intervenants, les critères pertinents de choix des sites d'implantation de l'infrastructure, de sélection des relais locaux pour la pérennisation des acquis, de suivi-post intervention. Elle implique à un second niveau de définir les conditions de collaboration entre les acteurs d'une part, avec l'administration sectorielle chargée de la mise en œuvre de la politique de sécurité alimentaire d'autre part. Cette activation peut être un vecteur de mutualisation de l'information et des connaissances liées entre les acteurs du système de sécurisation alimentaire. Elle peut surtout aider à mettre en place un « cadre commun » de gestion de la temporalité des acteurs et d'évaluation du niveau d'acceptation de l'innovation par les bénéficiaires. Une telle approche viendrait ainsi structurer un réseau d'acteurs et institutionnaliser la mutualisation de l'information, des ressources et des connaissances pour optimiser l'efficacité des stratégies d'actions de la pléthore d'intervenants.

Or dans la pratique, l'absence de coordination institutionnelle a fait naître au sein des communautés, ce que De Sardan et Bierschenk (1993) appellent le « courtier en développement », qui est « *un manipulateur professionnel de personnes et d'informations qui crée de la communication en vue d'un profit* » (Le Meur, 1996). Et les actions isolées des intervenants pour la plupart exogènes aux milieux d'intervention et ignorants des réalités de terrain, ont renforcé le rôle de ces courtiers qui ont acquis une « légitimité » au niveau local qui fait d'eux des hommes et femmes par qui l'innovation atteindra « facilement » et « de façon incontournable » le plus grand nombre de ruraux. Ils constituent la porte d'entrée de tous les projets et programmes au sein de la communauté et peuvent spatialement orienter l'action des intervenants en fonction de leurs intérêts. Un exemple est donné par la construction des infrastructures de stockage à proximité ou dans des chefferies traditionnelles, ouvrant la voie à une forte implication de l'autorité traditionnelle dans la gestion de ce bien commun. Une explication de la duplication contre-productive des infrastructures dans une même localité tient également du rôle de ces courtiers.

En définitive, la démarche des acteurs de développement en l'absence d'une véritable gouvernance institutionnelle porte en soi le germe du rejet du système de stockage collectif par les populations. Ce sentiment de rejet est renforcé par cette perception qu'ont encore les paysans de la politique coloniale coercitive de sécurisation alimentaire et ses limites (Bouraima, 2012). L'amélioration des conditions de gouvernance implique d'apporter des réponses aux problèmes d'organisation entre les acteurs sur le terrain à trois niveaux :

- Entre acteurs privés (concurrence) ;
- Entre acteurs publics (prolifération des projets et programmes visant les mêmes

- objectifs et quelquefois financés par les mêmes partenaires extérieurs) ;
- Entre acteurs publics et privés (complémentarité).

Conclusion

En posant le problème de l'efficacité des politiques d'innovation sur le système de stockage agricole collectif dans leur capacité à sécuriser durablement l'offre céréalière et stabiliser les prix aux consommateurs, nous avons interrogé les conditions de gouvernance des infrastructures de stockage qui structurent ces politiques. Trois principaux résultats sont mis en évidence.

- Le premier fait le constat d'une forte implication des acteurs non étatiques dans la sécurisation alimentaire au cours des vingt dernières années. Malgré leurs actions sporadiques, ils marquent le paysage soudano-sahélien camerounais à travers les infrastructures et les structures organisationnelles de leur gestion. Par leur nombre croissant (une vingtaine dénombrés), ils semblent progressivement se substituer à l'Etat dans ce secteur stratégique.
- Le deuxième résultat qui découle du précédent, montre que cette prolifération des acteurs, loin d'avoir favorisé la construction d'un « cadre commun » institutionnalisé d'échanges et d'évaluation des interventions, a posé de nouveaux problèmes inhérents à la planification et l'aménagement infrastructurels dans l'espace soudano-sahélien. Du point de vue social, la multiplication des organes (comités) de gestion dans les mêmes localités crée une concurrence entre les bénéficiaires finaux et compromet l'adoption de l'infrastructure. Ce constat interpelle tous les acteurs à œuvrer sous la coordination des structures publiques au développement de ce secteur.
- Le troisième résultat questionne le caractère novateur porté par la promotion du stockage collectif adoptée par l'ensemble des acteurs, au regard de l'histoire du stockage dans la zone de l'étude. Il conduit à interroger en quoi la promotion de ce système de stockage constitue une « ré-invention » des pratiques de sécurisation. La persistance du sentiment de rejet du système de stockage collectif invite à repenser la démarche d'intervention pour mieux intégrer les pratiques paysannes de stockage.

Si Ostrom (2010) démontre par des cas d'étude empiriques, que la gestion commune des ressources [*common pool resources*] par les communautés locales est un moyen efficace pour préserver durablement ces ressources, les trois résultats précédents conduisent ainsi à relativiser l'intangibilité de l'efficacité et de la durabilité du [*common pool resources*]. La gouvernance institutionnelle à l'œuvre ne permet pas dans le cas des infrastructures de stockage collectif en zone soudano-sahélienne du Cameroun, de considérer l'approche des « communs » comme une solution alternative ou complémentaire à celles apportées par le marché et l'État, pouvant permettre l'exploitation à long terme et renouvelable des

ressources qu'elles soient naturelles ou anthropiques.

Bibliographie indicative

- Bailly A. (1994). Une approche conceptuelle. Tréma [En ligne], 5 | 1994, mis en ligne le 01 mai 1994, Consulté le 30 mars 2015. URL : <http://trema.revues.org/2295> ; DOI : 10.4000/trema.2295
- Blundo G. (1995). 'Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais'. In *Cahiers d'études africaines* 137, XXXV-1, pp. 73-99.
- Blundo G. (2001). 'Négociier l'Etat au quotidien : agents d'affaires et rabatteurs dans les interstices de l'administration sénégalaise'. In : *Revue Autrepart* (20), 2001, pp. 75-90.
- Boissevain J. (1974). *Friends of friends. Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Blackwell
- Bouraima A. (2012). Crises alimentaires dans l'espace soudano-sahélien. In Kipré P. Ngbo A. 2012. Agriculture et sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest. L'Harmattan.
- Daviron B (2012). *Hausse des prix et sécurité alimentaire mondiale. Les ruptures nécessaires*. In : Perspectives sécurité alimentaire n°15 Avril 2012, Cirad, 4 p.
- Dupuy G. (1993) Géographie et économie des réseaux. Espace géographique, Tome 22 n°3, p. 193-209.
- Fofiri Nzossie E.J. (2013). *Les déterminants de l'offre alimentaire vivrière dans les villes du Nord-Cameroun*, Thèse de Doctorat de géographie économique, Université de Ngaoundéré, Cameroun, 441 p. (<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01092376>)
- Fofiri Nzossie E.J., Ndamé JP., Temple L., Simeu Kamdem M. (2016). L'innovation agricole dans la zone soudano-sahélienne du Cameroun : acteurs et politique d'intervention. In *Pour une géographie rurale de l'action*. (Eds) Ngo Balepa ASF, Moupou M, Mougoue B., Nji Fogwe Z, Tchawa P. Edition Clé Yaoundé, pp. 411-425.
- Galthier F. (2012). *Gérer l'instabilité des prix alimentaires dans les pays en développement Une analyse critique des stratégies et des instruments*, Agence Française de Développement, AFD.
- Hess C. (2011). « Inscrire les communs de la connaissance dans les priorités de recherche », in *Libres savoirs : les biens communs de la connaissance*, association Vecam, C&F éditions, p. 33-54.
- Institut National de la Statistique –INS– (2015). Quatrième enquête Camerounaise des ménages (ECAM 4). Tendances
- Iyebi Mandjeck O. (2013). Mobilités, migrations, territoires et identités au Nord-Cameroun. Paris, Université de Paris I, Rapport d'habilitation à diriger des recherches, 245 p.
- Janin P, De Suremain C. (2005). La question alimentaire en Afrique : risque et politisation. Tiers Monde 184 : 727-36
- Le Meur P.-Y. « Les Courtiers Locaux du Développement –Synthèse », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 12 / 1996, mis en ligne le 25 avril 2007. URL : <http://apad.revues.org/607>

Malerba F. (2005). "Sectoral systems of innovation: a framework for linking innovation to the knowledge base, structure and dynamics of sectors". *Economics of Innovation and New Technology* 14(1-2), 63-82.

Meuriot V., Temple L., Madi A. (2011). Faible transmission des prix internationaux aux marchés domestiques : le poids des habitudes alimentaires au Cameroun, *Economie Appliquée*, n°3.

Minkoua JR, Temple L., Kamgnia Dia B. (2013). Les déterminants de l'instabilité du prix des produits vivriers au Cameroun. *Economie rurale* (accepté en révision)

Ninnin-Massenet V., Ribier V. (1998). « Saisonnalité des prix céréaliers en Afrique subsaharienne ». In : *Économie rurale*. N°248, 1998. pp. 38-44

Ostrom E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Actions*, Cambridge: Cambridge University Press

Seignobos C. (2001). *Les mots du développement. Histoire du développement du Nord-Cameroun*, Habilitation à diriger les recherches (Hdr), texte II, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, France, 151 p + annexes Touzard JM, Temple L. (2012). Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? Une revue de la littérature. *Cahiers Agricultures*. Volume 21, Numéro 5, 293-301. DOI :10.1684/agr.2012.0b/7

Touzard JM, Temple L., Faure G., Triomphe B. (2014). Systèmes d'innovation et communautés de connaissances dans le secteur agricole et agroalimentaire », *Innovations*, n° 43, p. 13-38. DOI : 10.3917/inno.043.0013. <http://www.cairn.info/revue-innovations-2014-1-page-13.htm>

Uzunidis D., Laperche B. (2011). 'The new mercantilism and the crisis of the global knowledge economy'. *Journal of the Knowledge Economy*, no 2 (3), pp. 373-392.

Valluis B. (2013). 'Sécurité alimentaire mondiale : il faut des stocks de réserve'. In *Paysans et société*, N°341 (01/09/2013), pp. 39-47.s, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001 et 2014, 72p.

Wakponou, A. (2010). Transformations environnementales et crises sociales dans le soudano-sahélien et le sahélien camerounais. Ann. FALSH Université Ngaoundéré Vol XII / ISSN 1026 - 3225, 135–146.

Wakponou, A., Nyéladé, R.A. (2014). The environmental degradation and the strategies of survival in the countrysides of the North-Cameroon. *Int. J. Innov. Appl. Stud.* 8(4), 1517–1525.